

Pour les droits des femmes, pour l'égalité, NON à cette Europe là

Selon ses partisans, le "Traité constitutionnel" ferait progresser l'égalité entre les hommes et les femmes puisque des valeurs et des droits nouveaux y seraient reconnus. C'est un leurre et la Constitution contient même de graves menaces de régression.

- Contrairement aux affirmations des partisans de la Constitution, l'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas reconnue comme une valeur fondatrice de l'Union. De plus, les droits ou principes concernant les femmes qui y sont inscrits ne sont que pur affichage en l'absence de dispositif contraignant : de simples déclarations d'intention !
- Il n'y a rien de nouveau par rapport aux traités et aux Directives européennes en vigueur et il manque au contraire des droits essentiels pour les femmes.
- La Constitution n'apporte rien de nouveau pour les droits des femmes... au contraire : manquent les droits à la contraception, l'avortement, l'orientation sexuelle de son choix, le droit au divorce, à vivre sans violence, l'interdiction de la traite à des fins de prostitution, le droit d'asile pour motifs de violences ou persécutions. Le principe de laïcité disparaît, ouvrant la porte aux pressions rétrogrades des églises. Les femmes immigrées seront toujours soumises aux traditions oppressives de leur pays à travers les codes de statut personnel.
- Certains des droits sociaux essentiels pour tous et particulièrement pour les femmes sont en régression. Le droit au travail, inscrit dans la déclaration des droits de l'homme de 1948, devient "*le droit de travailler et la liberté de chercher un emploi*" ! Avoir un emploi est la condition de l'autonomie des femmes. De même, le droit à un revenu minimum devient "*le droit à une aide sociale*" : un recul particulièrement néfaste pour les femmes qui représentent 80% des travailleurs pauvres et la majorité des chômeurs non indemnisés et des bénéficiaires de minima sociaux.
- La remise en cause de ces droits n'est pas un hasard ! C'est l'application de la doctrine néo-libérale qui est le fondement de la Constitution. Ainsi, au nom du marché, on programme la privatisation des services publics. L'expérience montre que leur recul fait retomber sur les femmes des tâches qui ne sont plus assurées par la collectivité ou qui deviennent trop chers, pénalisant par là les femmes les plus modestes.
- Dans la stratégie européenne de l'emploi, l'égalité entre les hommes et les femmes est utilisée pour légitimer toujours plus de flexibilité et de précarité. Depuis toujours, le temps partiel a été présenté aux femmes comme le moyen de trouver un "équilibre entre la vie familiale et professionnelle". Le temps libre revendiqué par les mouvements féministes pour la qualité de la vie est aujourd'hui vidé de son contenu progressiste. Il est utilisé pour légitimer un temps de travail à la carte qui dans le contexte actuel ne fait que satisfaire les besoins de flexibilité des employeurs. Une voie royale pour affaiblir la norme même de temps complet et développer les statuts d'emplois précaires !

Pour toutes ces raisons, il est essentiel de faire entendre la voix de toutes celles et ceux qui au nom de l'égalité hommes/femmes s'opposent à cette Constitution. Plusieurs associations et militantes féministes se sont déjà exprimées en ce sens et veulent contribuer à une campagne de dénonciation de cette Constitution. En organisant cette rencontre publique, la commission "genre et mondialisation" d'ATTAC souhaite contribuer à cette campagne et favoriser les convergences.

**Débat public
mercredi 16 février au SNUIPP
12 Rue Cabanis- Paris 14^{ème} - à 20 heures**

avec la participation de Catherine Samary (Attac), Claire Villiers (Copernic), Christiane Marty (Attac), Femmes Solidaires, Pénélopes, Initiative féministe pour le "non", le réseau «Ruptures» et le soutien des Comites Attac paris-13 et Paris –15.

Seule une Europe sociale où les droits fondamentaux et les services publics seront des valeurs supérieures à celle de la concurrence pourra garantir les droits acquis par les femmes et faire progresser l'égalité.